



« Pour une France agrandie »

Le musée national de l'Histoire de l'immigration fête ses 10 ans. Son président, l'historien Benjamin Stora, présente les nouveaux chantiers de l'établissement, dévolu au partage des mémoires.

Propos recueillis par Alexis Lacroix

L'Express Comment abordez-vous ce nouveau mandat de président du conseil d'orientation du musée national de l'Histoire de l'immigration ?

Benjamin Stora Le musée existe pour répondre à un présupposé encore répandu : celui selon lequel la société française, n'étant pas construite sur des mémoires plurielles, n'aurait pas besoin d'un lieu de mémoire tel qu'un musée de l'immigration. On oublie trop volontiers qu'une fraction non négligeable, bien que minoritaire, de la société française s'est toujours opposée à ce type de mémoires. La méconnaissance des enjeux de la mémoire se cumule à des enjeux idéologiques. Les nationalistes étroits – qui ne sont pas représentés que par le seul Front national – prétendent que l'homogénéité a toujours été, jusqu'à récemment, la règle, et que les apports extérieurs n'auraient été que très modestes. Le lieu dont j'ai la charge sert d'abord à cela : contre le mythe rétrospectif de l'homogénéité, permettre à toutes les histoires qui ont façonné l'immigration de s'insérer dans un récit national républicain. Ce récit national républicain est riche de tous ces apports successifs, c'est la raison pour laquelle le musée peut être le conservatoire – mais aussi le laboratoire – de ce que j'appelle une « France agrandie ». Il y a une nécessité d'aller vers ce récit agrandi, dont témoigne le succès des expositions, comme celui de la dernière, *Ciao Italia*.

L'Express Et c'est un lieu unique en Europe...

B. S. Totalement unique ! Il n'est aucun musée analogue chez ceux de nos partenaires européens qui ont connu eux aussi des vagues migratoires importantes.

L'Express Comment expliquer cette singularité française ? Par la volonté politique des présidents de la République successifs ?

B. S. La volonté politique a eu, en effet, une part importante dans l'aboutissement du projet. Après

avoir remporté un duel face au FN qualifié au second tour de la présidentielle, Jacques Chirac, en 2002, a souhaité mener à bien le projet d'un musée national consacré à l'histoire de l'immigration. Une deuxième motivation a pesé : ce fut la longue marche du mouvement antiraciste pour l'égalité des droits, entamée au début des années 1980. Le désir s'est fait jour de transmettre l'histoire pour éviter son instrumentalisation.

Sans y être opposé, Nicolas Sarkozy n'a pas inauguré le musée, c'est à François Hollande qu'en revient le mérite. Et c'est Emmanuel Macron qui vient de me reconduire à la tête du musée.

L'Express Depuis les attentats de Daech contre la France, en 2015, quelle signification particulière revêt le fait de présider cet établissement ?

B. S. Les attentats de janvier 2015 ont frappé la France trois semaines seulement après l'inauguration du musée. Néanmoins, ce contexte d'adversité terroriste maximale a renforcé le caractère indispensable d'un lieu dédié à l'écriture d'un récit national républicain puisant dans la pluralité des mémoires. La

transmission des mémoires est un instrument capital. Pour déjouer les reconstructions fantasmées et meurtrières de l'Histoire. Pour empêcher, aussi, une logique d'opposition fantasmée et irréductible entre l'Islam et l'Occident. De ce point de vue-là, le musée n'est pas un lieu dédié à la seule conservation du patrimoine ; il a aussi vocation à être un acteur culturel et citoyen de la discussion publique. Des intellectuels et des chercheurs aussi différents que Régis Debray, Patrick Weil, Hervé Le Bras, Françoise Vergès, Jérôme Fourquet ou Natacha Polony y ont apporté leur concours, de même que la Dilcrah ou encore la Fondation Jean-Jaurès.

Palais de la Porte Dorée, 293, avenue Daumesnil, Paris (XII^e).

Benjamin Stora Notre pays est fait de « mémoires plurielles ».